

RCS : COLMAR
Code greffe : 6851

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de COLMAR atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1983 B 00047
Numéro SIREN : 326 784 709
Nom ou dénomination : SCHMIDT GROUPE

Ce dépôt a été enregistré le 12/09/2023 sous le numéro de dépôt 3526

23/3526 - 83B47

Schmidt GROUPE S.A.S.

5 rue Clémenceau

68660 LIEPVRE

27 JUIN

COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31/12/2022

certifié conforme à l'original

3

Siège social et unité de production

5 rue Clémenceau
F 68 660 Liepvre
Tél.: +33 3 89 56 24 00

SCHMIDT cuisinella



Unités de production

20 rue Westrich
ZI Nord - F 67 600 Sélestat
Tél.: +33 3 88 57 48 00

Deloitte & Associés
Etablissement secondaire : Strasbourg
Espace Européen de l'Entreprise
5 allée d'Helsinki
67300 Schiltigheim
S.A.S. au capital de 2 188 160 €
572 028 041 RCS Nanterre
Société de Commissariat aux Comptes inscrite
à la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

Institut Rhénan d'Expertise Comptable
1d, rue des Frères Lumière
67201 Eckbolsheim

SCHMIDT GROUPE

Société par Actions Simplifiée

5, rue Clémenceau
68660 LIEPVRE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

Aux associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SCHMIDT GROUPE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Deloitte & Associés
Etablissement secondaire : Strasbourg
Espace Européen de l'Entreprise
5 allée d'Helsinki
67300 Schiltigheim
S.A.S. au capital de 2 188 160 €
572 028 041 RCS Nanterre
Société de Commissariat aux Comptes inscrite
à la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

Institut Rhénan d'Expertise Comptable
1d, rue des Frères Lumière
67201 Eckbolsheim

SCHMIDT GROUPE

Société par Actions Simplifiée

5, rue Clémenceau
68660 LIEPVRE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La rubrique de l'annexe « règles et méthodes comptables » expose les règles et méthodes d'évaluation et de dépréciation des titres de participation, des stocks et des créances clients détenus par votre société à la clôture de l'exercice.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus ainsi que des informations fournies en annexe.

Votre société constitue des provisions pour risques et charges telles qu'elles sont traduites dans le tableau « provisions » de l'annexe, et qui impliquent des estimations.

Sur la base des éléments disponibles à ce jour, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les processus mis en place par la direction pour identifier et évaluer ces risques et ces charges. Nous avons, sur ces bases, procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnés à l'article D.441-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met

en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueil des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;


- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ; il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Schiltigheim et Eckbolsheim, le 26 mai 2023

Les commissaires aux comptes,

Deloitte & Associés

Institut Rhénan d'Expertise Comptable



Véronique MEYER


Marc BOHRER

SCHMIDT GROUPE

5 RUE CLEMENCEAU

68660 LIEPVRE

Comptes au 31/12/2022



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

Règles et méthodes comptables	8
Immobilisations	11
Amortissements	12
Provisions et dépréciations	13
Créances et dettes	14
Variation des capitaux propres	15
Eléments du fonds commercial	16
Composition du capital social	17
Ventilation du chiffre d'affaires	18
Charges et produits exceptionnels	19
Engagements de crédit-bail	20
Engagements hors bilan	21
Répartition de l'impôt sur les bénéfices	22
Situation fiscale différée et latente	23
Incidences des évaluations fiscales dérogatoires	24
Rémunération des dirigeants	25
Effectif moyen	26
Filiales	27

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2022	31/12/2021
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	71 170 864	58 749 877	12 420 987	11 026 000
Fonds commercial	914 694	914 694		
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	6 941 343	2 124 518	4 816 825	4 571 079
Constructions	45 967 552	31 397 528	14 570 025	14 111 476
Installations techniques, matériel, outillage	209 082 212	121 056 200	88 026 012	82 091 427
Autres immobilisations corporelles	29 347 745	21 216 486	8 131 260	6 059 451
Immobilisations en cours	27 941 273		27 941 273	15 580 928
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	1 999 746		1 999 746	13 664 746
Créances rattachées à des participations	727 853		727 853	809 493
Autres titres immobilisés	4 593		4 593	4 593
Prêts	5 373 572		5 373 572	5 887 465
Autres immobilisations financières	329 988		329 988	329 988
ACTIF IMMOBILISE	399 801 436	235 459 303	164 342 133	154 136 646
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	24 163 855	3 082 761	21 081 094	18 969 635
En-cours de production de biens	4 614 209	62 068	4 552 141	4 914 997
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	6 454 900	73 948	6 380 952	5 391 376
Marchandises	6 823 242	563 127	6 260 115	4 687 006
Avances et acomptes versés sur commandes	388 056		388 056	1 446 124
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	14 146 076	3 632 591	10 513 485	8 306 990
Autres créances	40 700 821	4 591	40 696 229	22 075 444
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	185 740 596	1 739 945	184 000 651	114 472 052
(dont actions propres :)				
Disponibilités	93 439 083		93 439 083	141 883 303
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	984 291		984 291	2 478 657
ACTIF CIRCULANT	377 455 128	9 159 032	368 296 096	324 625 583
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif	9 959		9 959	14 159
TOTAL GENERAL	777 266 522	244 618 334	532 648 188	478 776 389

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Capital social ou individuel (dont versé : 3 000 000)	3 000 000	3 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport	201 719	201 719
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	300 000	300 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)	748	
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	212 000 408	169 994 080
Report à nouveau	9 280 319	8 215 907
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	80 536 136	59 070 148
Subventions d'investissement	155 039	
Provisions réglementées	61 743 831	60 884 535
CAPITAUX PROPRES	367 218 201	301 666 389
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	5 664 456	6 810 773
Provisions pour charges	11 298 214	11 047 972
PROVISIONS	16 962 670	17 858 746
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	773 510	3 037 149
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	51 617 414	58 950 003
Dettes fiscales et sociales	44 591 528	46 343 758
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 288 944	2 903 345
Autres dettes	47 104 760	47 863 067
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		28 000
DETTES	148 376 157	159 125 323
Ecarts de conversion passif	91 161	125 931
TOTAL GENERAL	532 648 188	478 776 389

Rubriques	France	Exportation	31/12/2022	31/12/2021
Ventes de marchandises	126 294 004	2 030 351	128 324 355	131 902 656
Production vendue de biens	424 596 412	75 574 965	500 171 377	475 764 646
Production vendue de services	31 524 097	6 880 438	38 404 535	32 883 351
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	582 414 513	84 485 755	666 900 268	640 550 653
Production stockée			699 091	806 013
Production immobilisée			2 895 211	2 445 338
Subventions d'exploitation			370 821	604 981
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			5 909 396	7 229 506
Autres produits			3 230 086	3 582 176
PRODUITS D'EXPLOITATION			680 004 871	655 218 667
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			104 642 322	107 906 977
Variation de stock (marchandises)			-1 304 705	-3 141 954
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			223 476 633	207 737 230
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-1 939 780	-3 394 780
Autres achats et charges externes			136 403 197	117 221 945
Impôts, taxes et versements assimilés			5 456 627	6 044 932
Salaires et traitements			74 136 254	67 580 293
Charges sociales			29 957 476	28 859 097
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			21 971 502	22 108 339
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			3 958 493	4 554 311
Dotations aux provisions			687 939	1 988 462
Autres charges			487 024	809 702
CHARGES D'EXPLOITATION			597 932 981	558 274 555
RESULTAT D'EXPLOITATION			82 071 890	96 944 112
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			3 700 000	4 500 000
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			2 830 840	2 659 053
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			54 159	26 825
Différences positives de change			150 118	48 967
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			1 113 723	440 252
PRODUITS FINANCIERS			7 848 840	7 675 097
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			1 749 904	14 159
Intérêts et charges assimilées			13 117 047	12 321 312
Différences négatives de change			412 546	137 140
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			15 279 498	12 472 611
RESULTAT FINANCIER			-7 430 657	-4 797 514
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			74 641 233	92 146 598

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	46 795 719	450 032
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	6 481 152	8 091 392
PRODUITS EXCEPTIONNELS	53 276 872	8 541 424
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	576 289	720 458
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	11 874 005	26 081
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	7 049 390	6 539 346
CHARGES EXCEPTIONNELLES	19 499 683	7 285 885
RESULTAT EXCEPTIONNEL	33 777 188	1 255 539
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	9 507 485	12 129 576
Impôts sur les bénéfices	18 374 799	22 202 414
TOTAL DES PRODUITS	741 130 583	671 435 188
TOTAL DES CHARGES	660 594 446	612 365 041
BENEFICE OU PERTE	80 536 136	59 070 148

Annexes

1.

Les comptes annuels de l'exercice sont présentés conformément aux dispositions du Plan comptable Général, règlement ANC 2016-07 et des modifications qui lui ont été apportées.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect des principes comptables de base :

- présentation d'états reflétant une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entité à la date de clôture,
- permanence des méthodes d'évaluation et de présentation des comptes assurant la comparabilité d'un exercice à l'autre,
- appréciation de l'évolution de l'entité dans une perspective de continuité de l'exploitation et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

2.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques. Plus particulièrement, les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrits, ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

IMMOBILISATIONS :

La valeur brute des éléments d'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens. Les frais d'acquisition des immobilisations sont comptabilisés directement en charges.

Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre.

L'amortissement économique a été calculé sur la durée normale d'utilisation des biens, selon le mode linéaire. L'amortissement fiscal a été calculé sur la durée "d'usage" et selon les modes linéaires ou dégressifs, pour les immobilisations non décomposables et la "structure" des immobilisations décomposables. Les "composants" sont toujours amortis sur les durées économiques.

L'écart de mode et de durée entre amortissements économique et fiscal est inclus dans les amortissements dérogatoires.

Les durées d'amortissement sont les suivantes :

- logiciels: 3 à 7 ans
- constructions: 30 ans
- agencements des bâtiments : 10 ans
- machines et outillage: 7 à 15 ans
- matériel de transport: 5 à 10 ans
- matériel informatique: 3 ans
- mobilier: 10 ans
- expo magasins : 3 ou 5 ans

Le fonds commercial acquis en 1986 est amorti sur 10 ans.

Les titres sont dépréciés lorsque la quote-part des capitaux propres détenus, corrigée des plus-values latentes clairement identifiées, est inférieure à leur valeur d'acquisition.

STOCKS ET EN-COURS :

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition majoré des frais de transport et minoré de l'escompte obtenu.

Les produits finis ont été évalués en pratiquant sur le prix de vente un abattement correspondant à la marge dégagée.

Pour les dépôts et consignations, le coût est augmenté, le cas échéant, des frais de transport.

Les produits et en-cours de production, évalués de la même manière, font en outre l'objet d'un abattement complémentaire relatif à l'état d'avancement.

Les stocks sont dépréciés lorsque leur valeur de négociation est inférieure à leur valeur comptable.

Les dépréciations sont établies sur 4 types d'articles : les matières premières, les produits semi-finis, la "publicité

sur les lieux de vente'' (PLV) et les catalogues /tarifs.

Les pourcentages de dépréciation définis sont appliqués à la valeur en stock de chaque type d'articles.

Les catalogues / tarifs

Les catalogues sont dépréciés sur la base d'un pourcentage des quantités de catalogues gratuits distribués aux clients rapportées aux quantités commandées par SCHMIDT GROUPE pour les nouveaux catalogues.

Les tarifs sont distribués gratuitement aux clients et sont de ce fait dépréciés à 100%.

Les matières premières, les semi-finis et la PLV

Les articles se trouvant dans un catalogue sont des articles actifs et les articles sortis des catalogues sont des articles en suppression.

Les matières premières, les semi-finis et la PLV sont dépréciés selon 4 critères de sélection :

- Les articles, ayant un statut de suppression et dépassant la garantie de 5 ans, sont dépréciés à 100%
- Les articles sans mouvement de consommation depuis un an (hors articles en suppression à 100%), sont dépréciés selon un pourcentage calculé chaque année sur une base historique de 3 ans.
- Les articles à rotation lente, ayant un stock supérieur à 5 ans de consommation (hors articles en suppression à 100% et hors articles sans mouvement), sont dépréciés selon un pourcentage calculé chaque année sur une base historique de 3 ans.
- Les articles ayant un statut de suppression sur les 5 dernières années (hors articles en suppression à 100%, hors articles sans mouvement et hors articles à rotation lente), sont dépréciés selon un pourcentage calculé chaque année sur une base historique de 6 ans.

CREANCES ET DETTES :

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

OPERATIONS EN DEVISES :

Les créances et les dettes en monnaies étrangères ont été converties et comptabilisées sur la base du dernier cours de change précédant la date de clôture de l'exercice.

La différence résultant de l'évaluation des dettes et créances à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

DISPONIBILITES :

Les liquidités disponibles en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

PROVISIONS :

La provision pour indemnités de fin de carrière est évaluée selon la méthode du prorata au terme, tel que les droits théoriques des salariés au terme de la période d'activité, pondéré par l'espérance de vie, la progression des salaires et le turn-over, sont proratisés par l'ancienneté rapportée à la durée théorique de présence.

- Les rémunérations sont actualisées en fonction de l'évolution du Taux Moyen de rendement des Obligations des sociétés privées, soit pour 2022 : 1.09%.
- Le taux moyen de progression des salaires retenu est de 2.50%
- La table de mortalité appliquée est la table TGH/TGF2005
- Les taux de rotation du personnel appliqués varient en fonction de la catégorie professionnelle et de l'âge moyen des salariés.

Provisions litiges clients : Des provisions pour litige sont comptabilisées lorsqu'il existe, suite à ces litiges, un risque de sortie de ressources sans contrepartie liés à des événements passés.

Provisions garanties clients : Les coûts futurs liés aux garanties données aux clients sont provisionnés et déterminés selon une méthode statistique.

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE :

Le poste contient des marchandises et fournitures livrées en janvier N+1, ainsi que des loyers dont les échéances concernent pour totalité ou pour partie l'exercice suivant. Les factures y afférentes ont été réceptionnées en décembre N.

PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS :

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte non seulement des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise, mais également de ceux qui présentent un caractère exceptionnel eu égard à leur montant.

CREDIT BAIL IMMOBILIER :

L'engagement de crédit-bail immobilier présenté en page 20 est déterminé en déduisant le montant des avances-preneurs restant à recevoir de celui des redevances restant à payer

3.

Les opérations traitées avec clause de réserve de propriété n'ont pas donné lieu à application des règles de présentation au bilan introduites par la loi n° 80335 du 12 mai 1980.

4.

La société intègre fiscalement des filiales depuis le 1/1/1997, en appliquant le principe de la neutralité. En vertu de ce principe, les filiales intégrées comptabilisent l'impôt dû comme si elles étaient imposées séparément, la société mère enregistrant son propre impôt et l'économie ou la charge complémentaire provenant de l'application du régime.

5.

CHANGEMENTS DE METHODES :

Néant

6.

FAITS CARACTERISTIQUES :

Cession des titres de SSK (Schmidt Suofeiya Kitchen Co Ltd)

Notre société a décidé de mettre fin au partenariat créé en 2014 avec Suofeiya.

C'est ainsi que la cession effective de la totalité des titres a été constatée au 13 décembre 2022. Cette opération a permis à notre société de constater :

- " un prix de vente de 46,6 M€ (= 343 M Rmb) pour les titres détenus par Schmidt Groupe
- " soit une plus-value brute de 34,9 M€ (=356 M Rmb)
- " un premier versement en cash correspondant à 65% de la somme a été encaissé fin décembre 2022
- " un second versement en cash correspondant à 35% de la somme est prévu fin avril 2023.

La guerre en Ukraine n'a pas directement affecté notre société. Nous sommes indirectement touchés du fait des conséquences sur l'économie mondiale (prix des matières premières, inflation, risque d'approvisionnement...)

7.

ELEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE DES COMPTES :

Néant

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	64 344 874		7 740 684
Terrains	6 387 677		553 666
	Dont composants		
Constructions sur sol propre	30 828 123		686 412
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	13 507 854		945 164
Install. techniques, matériel et outillage ind.	191 904 333		17 501 215
Installations générales, agenc., aménag.	5 426 186		13 200
Matériel de transport	2 238 618		615 494
Matériel de bureau, informatique, mobilier	17 374 637		4 230 347
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	15 580 928		20 529 079
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	283 248 356		45 074 575
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	14 514 239		
Autres titres immobilisés	4 593		
Prêts et autres immobilisations financières	6 217 453		311 107
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	20 736 285		311 107
TOTAL GENERAL	368 329 515		53 126 366

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			72 085 558	
Terrains			6 941 343	
Constructions sur sol propre			31 514 534	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			14 453 018	
Installations techn., matériel et outillages ind.		323 336	209 082 212	
Installations générales, agencements divers			5 439 386	
Matériel de transport		60 432	2 793 679	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		490 304	21 114 680	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	8 168 733		27 941 273	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	8 168 733	874 072	319 280 126	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		11 786 640	2 727 598	
Autres titres immobilisés			4 593	
Prêts et autres immobilisations financières		825 000	5 703 560	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		12 611 640	8 435 751	
TOTAL GENERAL	8 168 733	13 485 712	399 801 436	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial	914 694			914 694
Autres immobilisations incorporelles	52 404 179	6 345 697		58 749 877
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	53 318 874	6 345 697		59 664 571
Terrains	1 816 598	307 920		2 124 518
Constructions sur sol propre	18 281 750	720 268		19 002 018
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	11 942 751	452 759		12 395 510
Installations techniques, matériel et outillage industriels	109 812 906	11 519 682	276 388	121 056 200
Installations générales, agenc. et aménag. divers	4 732 621	166 108		4 898 729
Matériel de transport	997 628	623 211	60 012	1 560 826
Matériel de bureau et informatique, mobilier	13 249 741	1 835 857	328 667	14 756 931
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	160 833 995	15 625 804	665 067	175 794 732
TOTAL GENERAL	214 152 868	21 971 502	665 067	235 459 303

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis.							
Fonds Cial							
Autres. INC.				1 100 100			-1 100 100
INCORPOREL.				1 100 100			-1 100 100
Terrains							
Construct.							
- sol propre	342 365			58 970			283 395
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.		6 632 929			4 864 038		1 768 891
Install. Gén.	863			25 794			-24 931
Mat. Transp.	8 570			15 980			-7 410
Mat bureau		64 663			125 212		-60 548
Embal récup.							
CORPOREL.	351 798	6 697 592		100 744	4 989 250		1 959 396
Acquis. titre							
TOTAL	351 798	6 697 592		1 200 844	4 989 250		859 296

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	---------------	-----------	----------------

Frais d'émission d'emprunts à étaler
Primes de remboursement des obligations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	60 780 270	7 049 390	6 190 094	61 639 566
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées	104 265			104 265
PROVISIONS REGLEMENTEES	60 884 535	7 049 390	6 190 094	61 743 831
Provisions pour litiges	1 236 208	26 500	543 828	718 880
Provisions pour garanties données aux clients	4 691 759	243 859		4 935 617
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	14 159	9 959	14 159	9 959
Provisions pour pensions, obligations similaires	11 047 972	417 581	167 339	11 298 214
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	868 648		868 648	
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	17 858 746	697 898	1 593 974	16 962 670
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	40 000		40 000	
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	4 149 657	3 396 372	3 764 125	3 781 904
Dépréciations comptes clients	3 571 112	562 121	500 642	3 632 591
Autres dépréciations	358 735	1 739 945	354 143	1 744 536
DEPRECIATIONS	8 119 504	5 698 438	4 658 910	9 159 032
TOTAL GENERAL	86 862 785	13 445 726	12 442 978	87 865 533
Dotations et reprises d'exploitation		4 646 432	5 844 581	
Dotations et reprises financières		1 749 904	54 159	
Dotations et reprises exceptionnelles		7 049 390	6 544 238	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations	727 853	82 455	645 398
Prêts	5 373 572	825 000	4 548 572
Autres immobilisations financières	329 988		329 988
Clients douteux ou litigieux	2 544 219	2 544 219	
Autres créances clients	11 601 857	11 601 857	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	71 862	6 668	65 194
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	2 740 609	2 740 609	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	11 088 802	11 088 802	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	76 252	76 252	
Etat, autres collectivités : créances diverses	70 969	70 969	
Groupe et associés	4 204 045	4 204 045	
Débiteurs divers	22 448 282	22 448 282	
Charges constatées d'avance	984 291	984 291	
TOTAL GENERAL	62 262 601	56 673 448	5 589 152

Montant des prêts accordés en cours d'exercice	
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	906 640
Prêts et avances consentis aux associés	

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	15 064	15 064		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	758 446	758 446		
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	51 617 414	51 617 414		
Personnel et comptes rattachés	26 862 172	26 862 172		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	14 529 637	14 529 637		
Etat : impôt sur les bénéfices	113 018	113 018		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	325 459	325 459		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	2 761 242	2 761 242		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 288 944	4 288 944		
Groupe et associés	1 645 496	1 645 496		
Autres dettes	45 459 264	45 459 264		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	148 376 157	148 376 157		

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	2 262 023
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés	

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		301 666 389
Distributions sur résultats antérieurs		7 999 329
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		293 667 060
Variations en cours d'exercice		En moins
		En plus
Variations du capital		748
Variations des primes liées au capital		155 038
Variations des réserves		7 049 390
Variations des subventions d'investissement		42 006 328
Variations des provisions réglementées	6 190 094	80 536 136
Autres variations	50 006 406	
Résultat de l'exercice		
SOLDE		73 551 140
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		367 218 200

Eléments	Valeurs nettes	Durée amortissement
Fonds d'industrie acheté le 20/02/1986		10 ans ans ans ans ans ans ans
TOTAL		

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	80 221	20		37,39
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2022	Total 31/12/2021	%
NEGOCE	126 294 004	2 030 350	128 324 354	131 902 655	-2,71 %
PRODUCTION VENDUE BIENS	424 596 411	75 574 965	500 171 377	475 764 645	5,13 %
PRODUCTION VENDUE SERVICES	31 524 097	6 880 438	38 404 535	32 883 350	16,79 %

TOTAL	582 414 512	84 485 753	666 900 266	640 550 650	4,11 %
--------------	--------------------	-------------------	--------------------	--------------------	---------------

Charges et produits exceptionnels

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
PENALITES ET AMENDES	576 289	
VCEAC	209 004	
DOTATION AMORT DEROG	7 049 389	
VALEUR COMPTABLE IMMOB FINANCIERE CEDEE	11 665 000	

TOTAL 19 499 683

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
PCEAC	211 899	
QP SUBV INV AU RES	3 975	
REPRISE AMORT DERGO	6 190 093	
PRODUIT CESSION IMMOB FINANCIERE	46 579 844	
RERPISE PROV DEPRE EXCEPT	291 058	

TOTAL 53 276 871

Exprimé en €

Rubriques	Terrains	Constructions	Matériel outillage	Autres immobilisations	Total
VALEUR D'ORIGINE		60 457 220		248 932	60 706 152
AMORTISSEMENTS					
Cumul exercices antérieurs		18 759 984		178 402	18 938 386
Exercice en cours		1 951 436		49 786	2 001 222
TOTAL		20 711 420		228 188	20 939 608
VALEUR NETTE		39 745 800		20 744	39 766 544
REDEVANCES PAYEES					
Cumul exercices antérieurs		41 269 270		414 977	41 684 247
Exercice en cours		2 690 868		409 104	3 099 972
TOTAL		43 960 138		824 081	44 784 218
REDEVANCES A PAYER					
A un an au plus		2 652 394		21 209	2 673 603
A plus d'un an et moins de 5 ans		9 404 893			9 404 893
A plus de cinq ans		1 590 771			1 590 771
TOTAL		13 648 057		21 209	13 669 266
VALEUR RESIDUELLE					
Montant pris en charge ds exerc.		3 580 539		445 317	4 025 855

Rubriques	Montant hors bilan
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	1 244 192
Engagements en matière de pension	
Autres engagements donnés	8 884 579
Vente et achats de devises à terme	8 884 579
Transit communautaire	
Nantissement Compte à terme	
Garanties de paiement (SBLC)	
TOTAL	10 128 772

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	74 641 232	18 689 031	55 952 201
Résultat exceptionnel à court terme	33 777 188	2 439 941	31 337 247
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés	-9 507 485	-2 754 173	-6 753 312
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	98 910 935	18 374 799	80 536 136

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	15 435 958
Subventions d'investissement	
TOTAL ACCROISSEMENTS	15 435 958
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	1 417 468
Participation des salariés	337 159
Autres	
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	2 870 869
Autres	
TOTAL ALLEGEMENTS	4 625 496
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	10 810 462

IMPOT DU SUR :
Plus-values différées

CREDIT A IMPUTER SUR :
Déficits reportables
Moins-values à long terme

SITUATION FISCALE LATENTE NETTE

Rubriques	Dotation	Reprise	Montant
RESULTAT DE L'EXERCICE			80 536 136
Impôt sur les bénéfices			18 374 799
RESULTAT AVANT IMPOT			98 910 936
Provisions sur immobilisations			
Provisions relatives aux stocks			
Provisions sur autres actifs			
Amortissements dérogatoires	7 049 390	6 190 094	859 296
Provisions spéciales réévaluation			
Plus-values réinvesties			
PROVISIONS REGLEMENTEES			859 296
AUTRES EVALUATIONS DEROGATOIRES			
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (avant impôt)			99 770 232

Rubriques	Total dirigeants	Organes		
		Administration	Direction	Surveillance

Engagements financiers
Engagements de retraite
Avances et crédits alloués
Rémunérations allouées

Conditions de prêts consentis au cours de l'exercice :

Etat non renseigné, car faisant état de salaires individualisés

Remboursements opérés pendant l'exercice :

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Ouvriers	760	
Agents de maîtrise, techniciens	490	
Cadres	433	
	TOTAL	1 683

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE A DIRECTOIRE ET CONSEIL DE SURVEILLANCE
AU CAPITAL DE 3.000.000 €
SIEGE SOCIAL : 5, RUE CLEMENCEAU – 68660 LIEPVRE

RCS COLMAR B 326 784 709 (83B47)

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 5 JUIN 2023

**PROPOSITION DE LA RESOLUTION D'AFFECTATION DU RESULTAT
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022**

TROISIEME RESOLUTION

Sur la proposition qui lui est faite, l'assemblée générale des associés décide d'affecter le bénéfice comptable de l'exercice de **80.536.136,36€** de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	80.536.136,36 €
Report à nouveau antérieur	<u>9.280.319,07 €</u>
Bénéfice distribuable	89.816.455,43 €

Affectation :

– à titre de dividendes aux actionnaires :	10.000.022,20 €
– aux autres réserves :	67.999.591,53 €
– au report à nouveau :	11.816.841,70 €
Total	89.816.455,43 €

Le dividende brut dû à chacune des 80.257 actions sera de 124,60 €.

L'assemblée générale des associés donne tous pouvoirs au Directoire pour mettre en paiement la présente distribution à l'issue de la présente Assemblée.

Sur le plan fiscal, les sommes brutes distribuées aux associés personnes physiques résidents fiscaux Français, qui entrent entièrement dans le champ des revenus distribués éligibles à l'abattement de 40 % mentionné au 2° du 3 de l'article 158 du code général des impôts, sont soumises à un prélèvement au taux de 30% (Flat Tax), décomposé comme suit : 17,2% au titre des prélèvements sociaux et 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du CGI, L'assemblée générale précise que les sommes distribuées au titre des trois exercices précédents (montants indiqués ci-après intégralement éligibles à l'abattement de 40 % mentionné au 2° du 3 de l'article 158 du CGI), se sont élevées à :

	2021	2020	2019
Nombres d'actions	80.234	83.589	83.589
Par action :			
- dividende distribué	199,40 €	60,00 €	0,00 €

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 5 juin 2023

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

Certifié conforme
La Présidente

